

DÉCLARATION DU 1^{ER} MAI 2008 FIPPU JOTNA!

La Fête internationale du travail se passe cette année dans un contexte de crise globale sans précédent.

Pour ce qui concerne le Sénégal, c'est toute la société qui paye très chèrement la gestion désastreuse qu'Abdoulaye Wade s'est obstiné, huit années durant, à infliger à ses compatriotes.

Pour autant personne ne conteste les conséquences extraordinaires des dérèglements de l'économie mondiale, provoqués par la chape de plomb du capitalisme, de spéculations financières qui gouvernent le monde au détriment des activités productives et des emplois.

Du reste, les dirigeants du monde occidental, eux-mêmes ainsi que des responsables de leurs instruments de régulation économique, avouent sans ambages que le monde traverse une crise profonde, avec des menaces d'effondrement du système, et son corollaire de soulèvements contre la misère dans plusieurs pays.

Aussi, le moins que l'on puisse dire, c'est que le libéralisme sauvage qui a pris dans ses serres le monde entier depuis le début des années 90 et dont le socle est la remise en cause de tous les acquis des travailleurs, est l'objet de plus en plus de contestations massives.

Il n'est donc pas possible d'occulter, en ce 1^{er} Mai, cette donnée fondamentale de la crise. Cependant cela n'enlève en rien au fait que, c'est bien la politique d'Abdoulaye Wade qui a donné à cette crise mondiale une amplitude dévastatrice dans notre pays. Précisément parce que c'est lui qui, au premier chef, est responsable de la situation désastreuse du monde rural, par la destruction non seulement de la production de l'arachide, mais aussi de l'ensemble des filières agricoles.

Par ses facéties, Il s'est retrouvé incapable de mettre au point une politique agricole capable d'assurer l'activité productive dans ce secteur et des revenus décents pour les paysans. De ce point de vue, aucune institution internationale ou étrangère ne lui a dicté cette politique. Il

en assume l'entière responsabilité et doit en répondre.

Comme il doit répondre des autres dégâts dans l'industrie, dans le tourisme et dans le secteur de la pêche dont l'exode massif de la jeunesse des campagnes, l'émigration suicidaire et tout aussi massive des jeunes urbains et ruraux sont les conséquences les plus directes.

En atteste un rapport de 2006 de la Banque Mondiale qui souligne que l'émigration des Sénégalais était bel et bien en régression entre 1995 et 2000!!

Encore une fois, il faut s'en convaincre définitivement, la responsabilité d'Abdoulaye Wade est écrasante quant à la grande famine qui sévit, non seulement dans le monde rural mais aussi au cœur même des grandes villes. C'est précisément pourquoi il faut que se renforce, la clameur nationale d'indignation et de résistance face au cynisme d'Abdoulaye Wade qui, contre vents et marées, nie la famine, et refuse la mobilisation de la communauté internationale pour soulager les populations en détresse, sous prétexte que lui «n'a pas vu de morts»!

Sous ce rapport, ce sont des millions de sénégalais qui condamne la hargne d'Abdoulaye Wade contre la FAO et son Directeur général, notre compatriote Jaques Diouf dans son discours calamiteux du 18 Avril. Ses promesses extravagantes et démagogiques sur la réalisation de l'autosuffisance alimentaire dès la prochaine campagne agricole sont à la fois l'expression achevée de son incompétence et une machinerie nouvelle pour sortir des ressources financières énormes, comme se fut le cas de tous ses programmes «agricoles» notamment le plan Reva.

Il en est ainsi pour l'Ecole publique. Alors qu'il est établi dans le monde entier que c'est la qualité de l'école, plus que tout autre facteur, qui assure le rang des nations dans un contexte d'évolution vertigineuse des sciences et des techniques, Wade dès qu'il s'est installé, fidèle à sa religion libérale, a complètement désarticulé le système éducatif, en menant une politique de dis-crédit des enseignants, des étudiants et de leurs

organisations avec comme ligne de mire la destruction de l'École publique.

Les travailleurs, le peuple du Sénégal tout entier, doivent se dresser pour y mettre un terme, pour que l'école sénégalaise retrouve la place enviée qu'elle avait naguère et qui assurait à ce pays un prestige intellectuel exceptionnel.

Ce sont ces mêmes orientations qui sont à l'œuvre dans le secteur de la santé où il est devenu quasiment impossible, non seulement aux couches vulnérables de la société mais aussi à la classe moyenne, de bénéficier de soins de santé élémentaire.

Au total, la politique de régression sociale de Wade a atteint un tel seuil que les résistances fusent de partout, sous toutes les formes, au point que la société donne l'image de convulsions et d'éruptions imminentes.

Dans ce contexte, le jeu de certains dirigeants syndicaux qui usent de ruse et de cynisme à l'égard des travailleurs pour couvrir les politiques sociales ruineuses de Wade, doit être vigoureusement démasqué et combattu par les travailleurs. Du reste, d'ores et déjà, dans beaucoup d'entreprises et des services, les travailleurs ont fini de repérer la mafia syndicale qu'Abdoulaye Wade a créée par la corruption. Ces dirigeants corrompus doivent savoir, qu'immanquablement, la levée de masse en construction aura un effet boomerang sur ceux qui ont vendu non seulement leur âme mais aussi les travailleurs.

Le P.I.T.-Sénégal, en même temps qu'il réaffirme en ce 1^{er} Mai sa détermination à impulser la lutte des travailleurs contre la gangrène des syndicalistes corrompus au service d'Abdoulaye Wade, renouvelle sa solidarité fraternelle avec tous les responsables syndicaux qui se battent, pour la cohésion du mouvement syndical et son unité pour obliger le pouvoir à respecter les engagements auxquels il a souscrit, et pour assurer une contribution de qualité du monde du travail à la lutte générale en gestation pour :

- la réduction des prix des denrées et services de première nécessité ;
- la reconsidération des dépenses publiques et la diminution immédiate du train de vie

de l'Etat ;

- des mesures d'urgence pour abrégé les souffrances du monde rural par la distribution suffisante en vivres, en semences, en engrais et en équipement ;
- la réouverture immédiate des négociations de fond avec l'intersyndicale de l'enseignement et toutes les organisations des travailleurs et des étudiants de l'enseignement supérieur, en vue d'un rétablissement des conditions de reprise d'études normales non seulement pour sauver ce qui peut encore l'être, mais encore pour prévenir de façon durable les crises cycliques de l'école, crises incontestablement préjudiciables à la nation.
- l'arrêt de l'accaparement abusif des réserves foncières par Abdoulaye Wade et leurs cessions occultes à des opérateurs étrangers ;
- des mesures urgentes pour le paiement de la dette intérieure pour sauver les emplois et arrêter l'hémorragie de faillites en cours.

Outre ces mesures de court terme, toutes les forces vives de la nation doivent être à pied d'œuvre pour, à travers les Assises Nationales, aller à la construction de consensus forts, larges, afin d'arrêter la gestion incompétente d'Abdoulaye Wade, construite pour promouvoir une oligarchie qui repose essentiellement sur l'accaparement des ressources publiques, tant financières, foncières qu'immobilières et le braquage des actifs de notre peuple dans les grandes entreprises du pays.

En raison de tout ce qui précède, l'horizon du P.I.T.-Sénégal est dégagé depuis longtemps :

Fippu jotna !

Ce mot d'ordre est, aujourd'hui, devenu le patrimoine et le cri de ralliement de secteurs décisifs en action contre la politique malfaisante d'Abdoulaye Wade.

Aussi est-ce une obligation politique et morale pour tous les militants et responsables du P.I.T.-Sénégal de mettre en œuvre cette tâche cardinale dégagée par le Comité Central.

VIVE LE 1^{ER} MAI 2008 !
ANNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS